CONSÉQUENCES DES PRÉSIDENTIELLES

Ghoul est-il devenu encombrant ?

Le ministre des Transports et patron du TAJ ferait-il les frais, notamment des impératifs de changement et de lutte contre la corruption, lui le vétéran de l'actuel Exécutif et dont le projet du siècle devra un jour déballer bien de secrets ?

M. Kebci - Alger (Le Soir) - L'un des mots d'ordre du statf de campagne du président-candidat, réélu lors de la campagne électorale est de traquer le phénomène de la corruption qui n'a jamais autant gagné de peu glorieux galons que durant ces dernières années.

Et c'est, justement, sur ce terrain de la matérialisation des promesses «proférées» lors d'une campagne électorale inédite et originale comme l'a été l'événement en lui-même que le président plébiscité est fortement attendu. Un chantier vaste comme le pays dans lequel la lutte contre la corruption occupe une place de «choix», à moins que la promesse y inhérente ne soit qu'un feu de paille.

Il est attendu, donc, la composition du nouvel Exécutif à travers lequel les intentions du président réélu à concrétiser le «reliquat» de son programme se déclineront clairement. D'où, d'ailleurs, la course parmi les partisans «désintéressés» de ce 4e mandat de suite pour Abdelaziz Bouteflika de se faire «rétribuer» au prorata du zèle dont on a fait montre dans le soutien au président-candidat. Et dans ce chapitre, bien de «têtes» tomberaient et se verraient vraisemblablement recalées pour laisser place à de nouveaux arrivants, manière de faire dans le «changement» tant réclamé par le peuple.

Et de tout ce beau monde, il en est un que l'on dit en disgrâce parmi le cercle restreint du président réélu. Il s'agit du ministre des Transports et chef du TAJ qui serait «sacrifié» sur l'autel de considérations dont on prendra, bien entendu, le soin d'envelopper en temps opportun.

Amar Ghoul, qui ne serait pas le seul à passer à la «moulinette», paierait ainsi les frais d'un double impératif. Celui, d'abord, de faire semblant de changer, mais pas que cela, puisqu'il s'agirait d'éloigner un peu plus du regard et des feux le concerné, directement lié au projet du siècle, celui de l'autoroute Est-Ouest, émaillé de moult scandales avec, notamment, le prix au kilomètre le plus cher de la planète. Façon de faire d'une pierre deux coups.

Et son «déménagement» du département des travaux publics vers celui des transports dans le sillage du remaniement ministériel de septembre dernier s'inscrirait dans la logique de le débarquer totalement de l'exécutif.

Une «mission» qui serait «préparée» à l'intérieur même de l'appareil partisan de Ghoul. Car où placer les dernières fissures qui lézardent la maison TAJ, ce parti que l'ancien cadre du MSP a tellement voulu rassembleur qu'il donne l'allure d'un parti incolore et inodore, politiquement et idéologiquement ? Avec, notamment les démissions en cascade de structures locales entières durant la campagne électorale écoulée. Des défections dont la toute dernière, et de «taille», est celle de Zahia Bénarous, membre du bureau national du TAJ, certainement en vue de rejoindre sa maison-mère, le RND, qui a accusé Ghoul d'une gestion unilatérale et en solo des affaires du parti. Un Ghoul qui, durant la campagne électorale, s'est vu «coller» à ses trousses son collègue gouvernemental et patron du MPA. Un compagnonnage «forcé» qui n'a pas été sans anicroches entre les deux, sous le sceau d'une sourde guerre de qui sera le plus «visible», et que plus d'un ont perçu comme une toute première phase dans le processus de sa «neutralisation».

Photo : Newpres

Amar Ghoul en disgrâce.

M. K.

FCE

Hamiani fait son mea-culpa

Il est des positions et des alignements politiques desquels on n'en revient pas indemne, à plus forte raison lorsqu'ils malmènent rudement charte, statut et vocation. Le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Réda Hamiani, essuie la violence de l'effet boomerang produit par l'alignement de son organisation derrière la candidature de Bouteflika, se rend à un mea-culpa tardif et jure de ne pas recommencer.

Photo : Samir Sid

Hamiani décide de ne plus mettre le FCE dans les marécages politiques.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Dans un entretien au journal électronique TSA, le président de l'organisation patronale FCE revient sur le soutien, le troisième du genre, apporté par le Forum au 4e mandat du Président Bouteflika. Il en parle comme quelqu'un qui en ressent les contrecoups et s'en exaspère, quoiqu'il, comme pour ne pas devoir écraser une larme, s'efforce à répéter qu'il ne regrette pas son acte. Mais il prend conscience, un peu tardivement, il faut le dire, qu'à trop forcer sur la corde elle finit par se casser.

Le soutien, au forceps, à la candidature de Bouteflika n'aura pas été en effet sans conséquences sur le Forum des chefs d'entreprises (FCE). L'un de ses membres influents, Slim Othmani, a été tellement outré par l'affairement de Réda Hamiani, tout ardent de désir à poster le soutien du FCE à Bouteflika, qu'il claqua avec fracas la porte de l'organisation. Un divorce irrémédiable devant une opinion publique prise à témoin. Une démission qui, même si elle a tardé à faire des émules parmi les patrons affiliés à l'organisation, ne s'en est pas moins ressentie comme une profonde fissure au sein du FCE.

Réda Hamiani semble en avoir pris acte. «Je ne peux pas prendre seul la décision, mais je ferai en sorte que le FCE ne soit plus otage d'un alignement politique quelconque. En tant qu'association patronale, nous n'avons pas à nous positionner par rapport à une consultation électorale quelle qu'en soit la nature et quel que soit le candidat. Il y a un consensus là-dessus. Nous allons attendre un peu et nous entérinerons définitivement ce principe lors d'une AG. Nous ne sommes pas à l'aise dans ce genre de questions», livre-t-il d'une traite dans l'entretien accordé à TSA.

Sans faire exprès, peut-être, le patron des patrons donne raison à Slim Othmani qui avait eu la sage clairvoyance et le courage de dire que le FCE, composé de sensibilités diverses, n'avait pas à s'impliquer dans le jeu électoral. Mieux que cela encore, en évoquant le principe de neutralité à entériner désormais, Réda Hamiani fait l'aveu, incidemment, aussi, de ce que ce même principe a été bafoué trois fois de suite, en 2004, 2009 et 2014. Réda Hamiani aura apparu dans la stature de quelqu'un qui a persisté dans l'erreur, en dépit des alarmes que nombre des adhérents au FCE ont fait retentir à chaque fois. Avant Slim Othmani, un autre membre du FCE, le patron de Cevital, en l'occurrence, avait marqué sa démarcation de la démarche de l'organisation. Réda Hamiani aurait-il été victime de pressions venues d'en haut et face auxquelles il s'est retrouvé obligé de céder ? Il y a tout lieu de le penser, d'autant que le soutien à Bouteflika s'était accompagné d'une quête parmi les membres du FCE pour contribuer à l'effort (financier) de campagne électorale de Bouteflika. En décidant de ne plus mettre le FCE dans les marécages politiques, le président du FCE serait-il convaincu que les pressions qui ont prévalu jusqu'ici ne seront plus de mise à l'avenir, c'est-à-dire que Bouteflika, avec son 4e mandat, consomme son ultime mandat ?

S. A. I.

INITIÉ PAR LE CANDIDAT À LA PRÉSIDENTIELLE ET LES PARTIS QUI L'ONT SOUTENU

Benflis crée le Pôle des forces pour le changement

Candidat à l'élection présidentielle, Ali Benflis a annoncé, hier, la création du «Pôle des forces pour le changement». Les partis et les personnalités qui l'ont soutenu durant la campagne électorale adhèrent à cette initiative qui reste ouverte «à tous les acteurs politiques».

Le projet politique de Ali Benflis n'a pas tardé à prendre forme. Avant même la proclamation officielle des résultats de l'élection présidentielle et la quatrième prestation de serment de Abdelaziz Bouteflika, le candidat annonce la constitution d'un «Pôle des forces pour le changement». L'acte de naissance de cette initiative est inscrit dans une déclaration signée par Ali Benflis ainsi que par les personnalités politiques et les responsables de partis qui l'ont soutenu.

«Nous, groupe des partis soutenant le programme du candidat indépendant Ali Benflis, réunis le 21 avril 2014, en sa présence, à l'effet d'évaluer les conditions de déroulement de la dernière élection présidentielle et de préparer le programme de nos actions futures, déclarons l'annonce et la création d'un Pôle des forces pour le changement formé de partis politiques et des personnalités nationales et composantes de la société civile qui partagent ses objectifs», lit-on dans cette déclaration.

Parmi les treize signataires figurent Naïma Salhi, présidente d'El Adl Oua El Bayan; Noureddine Bahbouh, secrétaire général de l'Union des forces démocratiques, ou encore Tahar Benbaïbeche d'El Fedjr El Djadid.

Le communiqué réitère le rejet du groupe à «reconnaître les résultats» du scrutin.

«Au regard des graves dérives constatées lors des différentes étapes de ce scrutin, caractérisé par une fraude massive, préalable et éhontée, le recours à l'argent sale et l'instrumentalisation de certains médias à des fins de désinformation et qui ont gâché un rendez-vous sur lequel le peuple algérien a fondé de grands espoirs, ratant par là même une chance pour le changement pacifique et démocratique».

Les membres du Pôle des forces pour le changement considèrent «le pouvoir en place comme un pouvoir de fait imposé par la fraude» et déclarent «refuser de participer à toute action politique qui ne vise pas à un retour à la légitimité populaire».

T. H.